

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/C/W/281

17 juillet 2001

(01-3539)

Conseil du commerce des marchandises

PROROGATION DE LA PÉRIODE DE TRANSITION PRÉVUE POUR L'ÉLIMINATION DES MESURES CONCERNANT LES INVESTISSEMENTS ET LIÉES AU COMMERCE NOTIFIÉES CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 5:1 DE L'ACCORD SUR LES MESURES CONCERNANT LES INVESTISSEMENTS ET LIÉES AU COMMERCE

PHILIPPINES

Projet de décision

Le Conseil du commerce des marchandises,

Eu égard à l'article 5:3 de l'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce (Accord sur les MIC);

Considérant que le Conseil du commerce des marchandises peut proroger la période de transition prévue pour l'élimination des MIC notifiées conformément à l'article 5:1 de l'Accord sur les MIC pour un pays en développement Membre qui démontre qu'il rencontre des difficultés particulières pour mettre en œuvre les dispositions dudit accord;

Prenant note de la demande présentée par les Philippines en vue d'obtenir une prorogation de cinq ans de la période de transition en ce qui concerne certaines MIC notifiées conformément à l'article 5:1 de l'Accord sur les MIC (G/L/325);

Considérant que les Philippines s'engagent à éliminer ces MIC restantes;

Décide ce qui suit:

1. La période de transition prévue dans l'Accord sur les MIC est prorogée pour les Philippines jusqu'au 31 décembre 2001 en ce qui concerne les MIC pour lesquelles elles ont demandé une prorogation de la période de transition.
2. Les Philippines peuvent demander une prorogation additionnelle d'une durée ne dépassant pas deux ans à compter du 1^{er} janvier 2002. Toute demande de ce type, indiquant les difficultés particulières que les Philippines continuent de rencontrer pour mettre en œuvre les dispositions de l'Accord sur les MIC, sera communiquée au Conseil du commerce des marchandises le 31 août 2001 au plus tard et sera accompagnée:
 - de la description des mesures que les Philippines auront prises à ce jour et/ou prendront pour éliminer leurs MIC restantes;
 - d'un plan raisonnable de suppression progressive visant à éliminer définitivement leurs MIC restantes pour le 31 décembre 2003 au plus tard; et

./.

- de l'engagement de présenter des rapports périodiques au Conseil du commerce des marchandises sur les progrès que les Philippines auront accomplis vers la suppression progressive de leurs MIC restantes.
3. Les Philippines consulteront le Conseil du commerce des marchandises au sujet de toute demande qu'elles présenteront au titre du paragraphe 2 et au sujet de la mise en œuvre de leur engagement de supprimer progressivement et d'éliminer leurs MIC restantes. Sur la base de ces consultations, le Conseil du commerce des marchandises fera droit à cette demande, le 5 octobre 2001 au plus tard, s'il est vérifié que ladite demande remplit les conditions énoncées au paragraphe 2.
-